

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 15 juli 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2020-2021.
Stukken van het Waals Parlement, 643 (2020-2021) Nrs. 1 tot 4.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 15 juli 2021.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203653]

8 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant l'obligation de reprise des matelas usagés

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, article 8bis, § 1^{er} et 2, inséré par le décret du 20 décembre 2001, modifié par les décrets des 22 mars 2007, 10 mai 2012, 21 décembre 2016, 16 février 2017 et 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne;

Vu le rapport du 24 juin 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 68.823/4 du Conseil d'État, donné le 17 mars 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du pôle « Environnement », donné le 4 septembre 2020;

Considérant la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

Considérant qu'il est nécessaire de responsabiliser les secteurs à l'origine de la production de matelas et d'articuler la responsabilité des producteurs avec la compétence et la mission des personnes morales de droit public responsables de la gestion des déchets ménagers;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, est complété par les 52^o à 54^o rédigés comme suit :

« 52^o matelas : tous les produits destinés au couchage et au repos constitués d'une housse solide, rembourrée de matériaux de base, et susceptibles d'être mis sur une structure de lit de support, ainsi que des surmatelas qui sont posés sur les matelas;

53^o surmatelas : élément de literie de faible épaisseur (maximum 10 centimètres) placé sur un matelas;

54^o matelas usagé : tout matelas dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, l'article 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« - les matelas usagés. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre X/1, comportant 7 sections et les articles 108/4 à 108/20 rédigés comme suit :

« CHAPITRE X/1. — Des matelas usagés

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 108/4. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1^o détenteur professionnel : toute personne physique ou morale qui, dans le cadre de son activité professionnelle, se défait, a l'intention ou l'obligation de se défaire de matelas usagés;

2^o opérateur homologué : opérateur qui a signé une convention de collaboration avec un organisme agréé ou un organisme de gestion;

3^o entreprise d'économie sociale agréée : entreprise d'économie sociale disposant d'un agrément octroyé par la Région en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation.

Art. 108/5. L'obligation de reprise s'applique aux matelas usagés repris sous le code déchets 20 03 07 Déchets encombrants.

Section 2. — De la prévention

Art. 108/6. § 1^{er}. L'obligataire de reprise ou l'organisme agréé ou de gestion établit et met en œuvre des mesures de prévention visant à diminuer les quantités de déchets et faciliter le recyclage des matelas usagés, à travers notamment le principe d'éco-modulation afin d'inciter les producteurs de matelas à rechercher des alternatives pour l'assemblage et la composition des matelas, en vue de mettre sur le marché des matelas dont le désassemblage et le recyclage sont facilités.

§ 2. L'obligataire de reprise, l'organisme agréé ou l'organisme de gestion informe les ménages et les utilisateurs professionnels des avantages et des possibilités d'acquérir de tels matelas.

§ 3. L'organisme agréé ou l'organisme de gestion évalue annuellement son action et informe l'Administration conformément à l'article 108/17, 8^o.

Section 3. — De la collecte sélective des matelas usagés

Art. 108/7. § 1^{er}. L'obligataire de reprise ou l'organisme agréé ou de gestion reprend gratuitement, et fait traiter à ses frais dans un établissement autorisé à cette fin, les matelas usagés provenant des ménages et qui sont collectés par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers dans les communes via les recyparcs ou les collectes porte-à-porte.

§ 2. Lorsque les matelas usagés qui proviennent des ménages et qui sont collectés sélectivement au moyen du réseau d'infrastructures publiques, sont gérés soit en régie soit dans le cadre de marchés publics passés par les personnes morales de droit public responsables de la gestion des déchets ménagers, l'obligataire de reprise ou l'organisme agréé ou de gestion rembourse le coût réel et complet de gestion des déchets résultant dudit marché, frais de gestion administrative inclus, au prorata des quantités de matelas mises sur le marché.

À cette fin, l'obligataire de reprise ou l'organisme agréé ou de gestion conclut un contrat-type avec les personnes morales de droit public susmentionnées dans les 3 mois à dater de la mise en vigueur de l'arrêté. Le contrat-type règle au minimum les points suivants :

1^o les modalités pratiques de collecte évitant les risques sanitaires et garantissant la santé et la sécurité des travailleurs;

2^o les dispositions concernant le transport, le regroupement et le traitement des matelas usagés que ces opérations soient effectuées en régie ou dans le cadre d'un marché public;

3^o les modalités de paiement des personnes morales de droit public;

4^o les modalités d'organisation et d'indemnisation des projets-pilotes;

5^o l'information des personnes morales de droit public concernant la communication nationale et la fourniture par l'organisme agréé ou de gestion d'un budget pour la communication locale à l'attention des ménages.

Art. 108/8. Jusqu'au 31 décembre 2022, les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers peuvent collecter les matelas usagés dans les conteneurs destinés aux déchets encombrants.

À partir du 1^{er} janvier 2023 au plus tard, les personnes morales de droit public organisent la collecte sélective des matelas usagés dans des conteneurs adaptés ou d'autres moyens appropriés en vue de les protéger des intempéries et d'éviter les risques sanitaires. La collecte sélective doit également garantir la santé des travailleurs. Les matelas doivent être collectés, entreposés et transportés au sec.

À titre transitoire, le financement de la valorisation énergétique sera prévu jusqu'au 31 décembre 2022.

Passé cette échéance, peuvent toutefois toujours être collectés dans les conteneurs destinés aux déchets encombrants les matelas dont l'état les rend non-conformes aux exigences techniques des filières de recyclage.

Art. 108/9. Le détaillant peut reprendre gratuitement et à ses frais, de manière volontaire, les matelas usagés qui lui sont déposés par les ménages en cas d'acquisition de matelas neufs.

Art 108/10. § 1^{er}. L'entreprise d'économie sociale agréée peut reprendre gratuitement et à ses frais, de manière volontaire, les matelas usagés qui sont collectés auprès des ménages.

§ 2. L'organisme agréé ou de gestion conclut une convention avec les entreprises d'économie sociale agréées portant sur les matelas collectés auprès des ménages et réglant au minimum les points suivants :

1^o la compensation financière que l'organisme agréé ou de gestion octroie par matelas repris, dont le montant est au moins égal à celui de la compensation susvisée octroyée aux détaillants;

2^o l'organisation et le financement d'une campagne d'information annuelle vers les différents public-cibles (particuliers, détaillants, professionnels) en faveur de la réutilisation des matelas via les entreprises d'économie sociale agréées;

3° l'organisation d'une réunion annuelle d'évaluation, de coordination et d'adaptation des mesures prises en faveur de la préparation en vue de la réutilisation;

4° l'organisation et le financement aux frais de l'organisme agréé ou de gestion du rapportage des performances annuelles des entreprises d'économie sociale agréées;

5° la mise à disposition aux frais de l'organisme agréé ou de gestion pour l'ensemble des points d'apport des entreprises d'économie sociale agréées d'un contenant nécessaire au stockage des matelas non-réutilisables avant l'enlèvement par un transporteur enregistré aux frais de l'organisme agréé ou de gestion.

Art. 108/11. La collecte des matelas usagés résultant d'activités professionnelles est effectuée par leur remise à un collecteur enregistré, à une installation de regroupement ou à une entreprise de traitement autorisées. À cette fin, l'obligataire de reprise ou l'organisme agréé ou de gestion développe des mesures incitatives. Il laisse au détenteur des matelas usagés le choix du collecteur enregistré, dans la mesure où le collecteur est homologué par l'organisme agréé ou de gestion. L'organisme agréé ou de gestion encourage la collecte susvisée par le biais d'un paiement forfaitaire.

Art. 108/12. Pour la collecte des matelas usagés, l'obligataire de reprise ou l'organisme agréé ou de gestion atteint un taux minimum global de collecte sélective de :

- 1° trente pour cent au 1^{er} janvier 2021;
- 2° cinquante pour cent au 1^{er} janvier 2023;
- 3° soixante-cinq pour cent au 1^{er} janvier 2025;
- 4° quatre-vingts pour cent au 1^{er} janvier 2030.

Art 108/13. Le producteur de déchets, le collecteur, le négociant en déchets ou le courtier, ou le notifiant énumérés dans le règlement (CE) 1013/2006 du 14 juin 2006 relatif aux transferts des déchets, qui collecte, traite ou offre des matelas usagés pour traitement à un tiers, atteint les objectifs de réutilisation et de recyclage fixés à l'article 108/15.

Section 4. — Du traitement des matelas usagés

Art. 108/14. Les matelas usagés collectés sélectivement sont traités selon les meilleures techniques disponibles.

À partir du 1^{er} janvier 2023, l'obligataire de reprise ou l'organisme agréé ou de gestion garantit que tout stockage, y compris temporaire, des matelas usagés, s'effectue dans des conteneurs ou autres moyens appropriés protégés des intempéries. Le traitement se réalise sur des sites offrant des surfaces imperméables et un recouvrement résistant auxdites intempéries.

Art. 108/15. § 1^{er}. Pour le traitement des matelas usagés, les taux minimums de réutilisation et de recyclage suivants sont atteints pour les quantités collectées :

- 1° dix pour cent au 1^{er} janvier 2021;
- 2° trente-cinq pour cent au 1^{er} janvier 2023;
- 3° cinquante pour cent au 1^{er} janvier 2025;
- 4° septante-cinq pour cent au 1^{er} janvier 2030.

Les matelas usagés collectés qui ne sont ni réutilisés, ni recyclés sont valorisés énergétiquement.

§ 2. En outre, les objectifs indicatifs de réutilisation par les entreprises d'économie sociale agréées sont, pour l'ensemble du territoire de la Région Wallonne, de :

- 1° 1000 matelas au 1^{er} janvier 2021;
- 2° 1500 matelas au 1^{er} janvier 2023;
- 3° 2000 matelas au 1^{er} janvier 2025;
- 4° 3000 matelas au 1^{er} janvier 2030.

Art. 108/16. Les matelas usagés repris ou collectés par les détaillants sont orientés vers les filières de traitement homologuées par l'organisme agréé ou de gestion et autorisées, afin que les objectifs de taux de réutilisation et de recyclage mentionnés à l'article 108/15, paragraphe 1^{er}, soient atteints.

Section 5. — Du rapportage

Art. 108/17. L'obligataire de reprise ou l'organisme agréé ou de gestion fournit à l'Administration pour le 1^{er} juillet de chaque année, les données suivantes ayant trait à l'année précédente :

- 1° la quantité totale, exprimée en kilogramme et en unités, des matelas mis sur le marché;
- 2° la quantité totale, exprimée en kilogramme, des matelas usagés collectés en Région wallonne, par canal de collecte;
- 3° les installations dans lesquelles les matelas usagés collectés ont été traités et la description de leur mode de traitement;
- 4° la quantité totale, exprimée en kilogramme, des matelas usagés qui ont été :
 - a) préparés en vue de leur réutilisation;
 - b) recyclés;
 - c) valorisés énergétiquement;
- 5° la quantité totale, exprimée en kilogramme, des matériaux provenant du traitement des matelas usagés qui ont été :
 - a) réutilisés;
 - b) recyclés;
 - c) valorisés énergétiquement;
 - d) éliminés;
- 6° les données nécessaires à l'évaluation des actions de prévention et au calcul des indicateurs de résultats;
- 7° le montant des cotisations versées par le producteur à l'organisme agréé ou de gestion, avec les modalités de calcul, ainsi que la liste des membres adhérents dudit organisme;
- 8° la liste des études, projets pilotes et autres initiatives prises en matière de prévention ainsi que la liste des bénéficiaires et des montants.

Section 6. — De l'information, de la sensibilisation et de la communication

Art. 108/18. À partir du 1^{er} janvier 2023 au plus tard, l'obligataire de reprise ou l'organisme agréé ou de gestion informe, notamment par des campagnes d'information, les consommateurs ménagers et les détenteurs professionnels, au moins des systèmes de collecte et de recyclage mis à leur disposition, et du rôle qu'ils ont à jouer dans la collecte et le recyclage.

L'obligataire de reprise ou l'organisme agréé ou de gestion veille à l'efficacité de la collecte et du traitement des matelas usagés notamment par une information et une sensibilisation des collecteurs et transporteurs et des centres de traitement autorisés.

L'obligataire de reprise ou l'organisme agréé ou de gestion communique aux consommateurs les coûts générés par la collecte, le traitement et le recyclage des matelas usagés, leur mode de financement ainsi que les modes de gestion de ces déchets. ».

Section 7. — Homologation des opérateurs et conventions de collaboration

Art. 108/19. § 1^{er} L'organisme agréé ou de gestion détermine les exigences auxquelles doivent répondre les collecteurs et les fixe dans les conditions de collaboration. Ces conditions précisent au moins :

- 1° les possibilités de collecte et de traitement;
- 2° les conditions de stockage et de transport;
- 3° l'obligation de peser la quantité de matelas usagés, sauf pour les entreprises d'économie sociale qui peuvent donner l'information par unité;
- 4° les obligations de rapportage.

§ 2. Les conditions de collaboration sont intégrées dans une convention de collaboration. L'organisme agréé ou de gestion soumet cette convention pour approbation préalable à l'Administration ainsi que toute modification de celle-ci.

Art. 108/20. § 1^{er} L'organisme agréé ou de gestion détermine les exigences auxquelles doivent répondre les démantelers et les fixe dans les conditions de collaboration. Ces conditions précisent entre autres :

- 1° les possibilités de collecte et de traitement;
- 2° les conditions de stockage et de transport;
- 3° l'obligation de peser la quantité de matelas usagés et la quantité de matériaux produits à l'issue du traitement, sauf pour les entreprises d'économie sociale qui peuvent donner l'information en unités;
- 4° les obligations de rapportage;
- 5° les exigences minimales en matière de capacité de stockage et de démantèlement;
- 6° la performance du démantèlement;
- 7° la garantie d'atteindre les objectifs de recyclage;
- 8° la liste des destinataires de matériaux issus du traitement, leur méthode de traitement, leur capacité et la description du produit fini;
- 9° les moyens économiques et financiers du démanteler;
- 10° la compétence technique et professionnelle du démanteler.

§ 2. Les conditions de collaboration sont intégrées dans une convention de collaboration. L'organisme agréé ou de gestion soumet cette convention pour approbation préalable à l'Administration ainsi que toute modification de celle-ci. ».

Art. 4. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 8 juillet 2021.

Pour le Gouvernement :
Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/203653]

8. JULI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Rücknahmepflicht für Altmatratzen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 8*bis* § 1 und 2, eingefügt durch das Dekret vom 20. Dezember 2001, abgeändert durch die Dekrete vom 22. März 2007, 10. Mai 2012, 21. Dezember 2016, 16. Februar 2017 und 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region;

Aufgrund des Berichts vom 24. Juni 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 17. März 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 68.823/4;

In Erwägung der am 4. September 2020 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

In Erwägung der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die Sektoren, aus denen die Produktion von Matratzen stammt, in die Verantwortung zu ziehen und die Verantwortung der Hersteller mit den Befugnissen und Aufgaben der für die Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen zuständigen juristischen Personen öffentlichen Rechts zu verknüpfen;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, wird um die Ziffern 52 bis 54 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

52° Matratze: alle Erzeugnisse, die zum Liegen und Ruhen bestimmt sind, die aus einem festen, mit Grundmaterialien gefüllten Bezug bestehen, und die auf eine tragende Bettstruktur gelegt werden können, sowie Matratzenauflagen, die auf die Matratzen gelegt werden;

53° Matratzenauflage: ein dünnes Bettelement (maximal 10 cm), das auf eine Matratze gelegt wird;

54° Altmatratze: jede Matratze, deren sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss.“.

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019, wird um einen Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“- Altmatratzen.“.

Art. 3 - In denselben Erlass wird ein Kapitel X/1 eingefügt, der 7 Abschnitte und die Artikel 108/4 bis 108/20 mit folgendem Wortlaut umfasst:

“KAPITEL X/1. — Altmatratzen

subiAbschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 108/4 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° gewerblicher Besitzer: jede natürliche oder juristische Person, die sich im Rahmen ihrer beruflichen Tätigkeit von Altmatratzen entledigt, entledigen will oder entledigen muss;

2° anerkannter Betreiber: ein Betreiber, der eine Zusammenarbeitsvereinbarung mit einer zugelassenen Einrichtung oder einer Bewirtschaftungsinstanz unterschrieben hat;

3° zugelassenes Sozialwirtschaftsunternehmen: ein Sozialwirtschaftsunternehmen, das über eine Zulassung verfügt im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Unternehmen mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung tätig sind.

Art. 108/5. Die Rücknahmepflicht gilt für Altmatratzen, die unter dem Abfallcode 20 03 07 Sperrmüll aufgenommen sind.

Abschnitt 2 — Abfallvermeidung

Art. 108/6 - § 1. Der Rücknahmepflichtige, die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz bestimmt und implementiert Abfallvermeidungsmaßnahmen, die darauf abzielen, die Abfallmengen zu reduzieren und das Recycling von Altmatratzen zu erleichtern, insbesondere durch das Prinzip der Ökomodulation, um die Matratzenhersteller zu ermutigen, nach Alternativen für die Fertigung und Zusammensetzung von Matratzen zu suchen, mit dem Ziel, Matratzen auf den Markt zu bringen, die leichter zerlegbar und recycelbar sind.

§ 2. Der Rücknahmepflichtige, die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz informiert die Haushalte und gewerblichen Benutzer über die Vorteile solcher Matratzen und die Möglichkeiten, sie zu erwerben.

§ 3. Die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz bewertet ihre Maßnahmen jährlich und informiert die Verwaltung gemäß Artikel 108/17 Ziffer 8.

Abschnitt 3 — Selektive Sammlung von Altmatratzen

Art. 108/7 - § 1. Der Rücknahmepflichtige, die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz nimmt die Altmatratzen aus Haushalten kostenlos zurück, die von den juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelt werden, die in den Gemeinden für die Sammlung von Haushaltsmüll in Containerparks oder von Haus zu Haus verantwortlich sind, und lässt sie in einer zu diesem Zweck genehmigten Einrichtung auf eigene Kosten behandeln.

§ 2. Wenn die Altmatratzen aus Haushalten, die selektiv über das Netz öffentlicher Infrastrukturen gesammelt werden, entweder in Regie oder im Rahmen von öffentlichen Aufträgen behandelt werden, die von den für die Bewirtschaftung von Haushaltsmüll verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts vergeben worden sind, zahlt der Rücknahmepflichtige, die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz den tatsächlichen und vollständigen Preis für die Behandlung der Abfälle, der sich aus diesem Auftrag ergibt, einschließlich der Verwaltungskosten, im Verhältnis zu den auf den Markt gebrachten Mengen von Matratzen zurück.

Zu diesem Zweck schließt der Rücknahmepflichtige, die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz innerhalb von drei Monaten nach dem Inkrafttreten des Erlasses einen Mustervertrag mit den oben genannten juristischen Personen öffentlichen Rechts ab. In dem Mustervertrag werden mindestens die folgenden Punkte geregelt:

1° die praktischen Vorkehrungen für die Sammlung, die Gesundheitsgefahren vermeiden und die Gesundheit und Sicherheit der Arbeitnehmer gewährleisten;

2° die Bestimmungen über den Transport, die Zusammenstellung und die Behandlung von Altmatratzen, unabhängig davon, ob diese Vorgänge in Regie oder im Rahmen eines öffentlichen Auftrags durchgeführt werden;

3° die Zahlungsmodalitäten der juristischen Personen öffentlichen Rechts;

4° die Bestimmungen in Bezug auf die Organisation und Entschädigung von Pilotprojekten;

5° die Information der juristischen Personen öffentlichen Rechts in Bezug auf die Kommunikation auf nationaler Ebene und die Zurverfügungstellung durch die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz von Geldmitteln für die lokale, an die Haushalte gerichtete Kommunikation.

Art. 108/8. Bis zum 31. Dezember 2022 können die für die Sammlung von Haushaltsmüll verantwortlichen Personen öffentlichen Rechts Altmatratzen in den Sperrmüllercontainern sammeln.

Spätestens ab dem 1. Januar 2023 haben die juristischen Personen öffentlichen Rechts die selektive Sammlung von Altmatratzen in geeigneten Containern oder auf andere geeignete Weise zu organisieren, um sie vor Witterungseinflüssen zu schützen und Gesundheitsgefahren zu vermeiden. Die selektive Sammlung muss ebenfalls die Gesundheit der Arbeitnehmer wahren. Die Matratzen müssen trocken gesammelt, gelagert und transportiert werden.

Die Finanzierung der energetischen Verwertung wird übergangsweise bis zum 31. Dezember 2022 vorgesehen.

Nach Ablauf dieser Frist können Matratzen, die in einem Zustand sind, der nicht den technischen Anforderungen der Recyclingkreisläufe entspricht, jedoch weiterhin in Sperrmüllcontainern gesammelt werden.

Art. 108/9. Einzelhändler können Altmatratzen freiwillig, kostenlos und auf eigene Kosten von Haushalten zurücknehmen, die neue Matratzen erwerben.

Art. 108/10. § 1. Zugelassene Sozialwirtschaftsunternehmen können Altmatratzen, die bei den Haushalten gesammelt werden, freiwillig, kostenlos und auf eigene Kosten zurücknehmen.

§ 2. Die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz schließt eine Vereinbarung mit den zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen ab, die die bei den Haushalten gesammelten Matratzen betrifft und mindestens die folgenden Punkte regelt:

1° den finanziellen Ausgleich, den die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz pro zurückgenommene Matratze zahlt, und dessen Höhe mindestens dem Betrag des Ausgleichs entspricht, der den Einzelhändlern gewährt wird;

2° die Organisation und die Finanzierung einer jährlichen Informationskampagne, die für die verschiedenen Zielgruppen (Privatpersonen, Einzelhändler, Gewerbetreibende) bestimmt ist, und die Wiederverwendung von Matratzen über die zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen fördert;

3° die Organisation eines jährlichen Treffens zur Bewertung, Koordinierung und Anpassung der Maßnahmen zur Vorbereitung der Wiederverwendung;

4° die Organisation und Finanzierung der Berichterstattung über die jährlichen Leistungen der zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen auf Kosten der zugelassenen Einrichtung oder der Bewirtschaftungsinstanz;

5° die Bereitstellung für alle Abgabestellen der zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen, auf Kosten der zugelassenen Einrichtung oder der Bewirtschaftungsinstanz, eines Containers für die Lagerung der nicht wiederverwendbaren Matratzen vor deren Abholung durch einen registrierten Transporteur auf Kosten der zugelassenen Einrichtung oder der Bewirtschaftungsinstanz.

Art. 108/11. Die Sammlung von Altmatratzen aus beruflichen Aktivitäten erfolgt, indem sie einem registrierten Sammler, einer genehmigten Zusammenstellungsanlage oder einem genehmigten Behandlungsunternehmen übergeben werden. Zu diesem Zweck entwickelt der Rücknahmepflichtige, die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz anregende Maßnahmen. Dem Besitzer der Altmatratzen wird die Wahl des registrierten Sammlers überlassen, insofern der Sammler von der zugelassenen Einrichtung oder Bewirtschaftungsinstanz anerkannt ist. Die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz fördert die vorgenannte Sammlung durch die Zahlung eines Pauschalbetrags.

Art. 108/12. Hinsichtlich der Sammlung von Altmatratzen erreicht der Rücknahmepflichtige, die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz einen globalen Mindestsatz für die selektive Sammlung in Höhe von: t

1° dreißig Prozent am 1. Januar 2021;

2° fünfzig Prozent am 1. Januar 2023;

3° fünfundsiebzig Prozent am 1. Januar 2025;

4° achtzig Prozent am 1. Januar 2030.

Art. 108/13. Der Abfallerzeuger, -sammler, -händler oder -makler oder der Notifizierende im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen, der Altmatratzen sammelt, behandelt oder einem Dritten zur Behandlung anbietet, erreicht die in Artikel 108/15 festgelegten Wiederverwendungs- und Recyclingzielsetzungen.

Abschnitt 4 — Behandlung der Altmatratzen

Art. 108/14 - Die gesammelten Altmatratzen werden unter Anwendung der besten verfügbaren Techniken behandelt.

Ab dem 1. Januar 2023 stellt der Rücknahmepflichtige, die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz sicher, dass jede Lagerung, einschließlich der vorübergehenden Lagerung, von Altmatratzen in Containern oder sonstigen geeigneten, vor Witterungseinflüssen geschützten Mitteln erfolgt. Die Behandlung findet an Standorten mit undurchlässigen Oberflächen und einer wetterfesten Abdeckung statt.

Art. 108/15. § 1. Hinsichtlich der Behandlung von Altmatratzen sind die nachstehenden minimalen Sätze in Sachen Wiederverwendung und Recycling für die gesammelten Mengen zu erreichen:

1° zehn Prozent am 1. Januar 2021;

2° fünfundsiebzig Prozent am 1. Januar 2023;

3° fünfzig Prozent am 1. Januar 2025;

4° fünfundsiebzig Prozent am 1. Januar 2030.

Altmatratzen, die weder wiederverwendet noch recycelt werden, müssen energetisch verwertet werden.

§ 2. Zudem sind die Richtziele in Sachen Wiederverwendung für die zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen für das gesamte Gebiet der Wallonischen Region:

1° 1000 Matratzen am 1. Januar 2021;

2° 1500 Matratzen am 1. Januar 2023;

3° 2000 Matratzen am 1. Januar 2025;

4° 3000 Matratzen am 1. Januar 2030.

Art. 108/16. Die von den Einzelhändlern zurückgenommenen oder gesammelten Altmatratzen werden von der zugelassenen Einrichtung oder der Bewirtschaftungsinstanz anerkannt und genehmigten Behandlungsketten zugeführt, damit die in Artikel 108/15 § 1 angegebenen Zielsetzungen in Bezug auf die Wiederverwendungs- und Recyclingsätze erreicht werden.

Abschnitt 5 — Berichterstattung

Art. 108/17. Der Rücknahmepflichtige, die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz übermittelt der Verwaltung zum 1. Juli eines jeden Jahres die folgenden Angaben in Bezug auf das vorhergehende Jahr:

- 1° die in Kilogramm und Einheiten ausgedrückte Gesamtmenge der auf den Markt gebrachten Matratzen;
- 2° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der in der Wallonischen Region eingesammelten Altmatratzen, je nach Sammelkanal;
- 3° die Anlagen, in denen die gesammelten Altmatratzen behandelt worden sind und die Beschreibung des angewandten Behandlungsverfahrens;
- 4° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Altmatratzen, die
 - a) zwecks ihrer Wiederverwendung vorbereitet wurden;
 - b) recycelt wurden;
 - c) energetisch verwertet wurden;
- 5° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Stoffe aus der Behandlung von Altmatratzen, die:
 - a) wiederverwendet wurden;
 - b) recycelt wurden;
 - c) energetisch verwertet wurden;
 - d) beseitigt wurden;
- 6° die Angaben, die zur Bewertung der Aktionen zur Abfallvermeidung und zur Berechnung der Ergebnisindikatoren notwendig sind;
- 7° den Betrag der Beiträge, die der Hersteller der zugelassenen Einrichtung / Bewirtschaftungsinstanz überwiesen hat, mit den entsprechenden Berechnungsmodalitäten, sowie die Liste der angehörigen Mitglieder der Einrichtung / Instanz;
- 8° die Liste der Studien, Pilotprojekte und sonstigen Initiativen, die in Sachen Abfallvermeidung ergriffen wurden, sowie die Liste der Empfänger und Beträge.

Abschnitt 6 — Information, Sensibilisierung und Kommunikation

Art. 108/18 - Spätestens ab dem 1. Januar 2023 informiert der Rücknahmepflichtige bzw. die zugelassene Einrichtung oder die Verwaltungsinstanz, insbesondere durch Informationskampagnen, die privaten Verbraucher und die gewerblichen Besitzer zumindest über die ihnen zur Verfügung stehenden Sammel- und Recyclingsysteme sowie über ihre Mitwirkung bei der Sammlung und dem Recycling.

Der Rücknahmepflichtige oder die zugelassene Einrichtung oder Bewirtschaftungsinstanz sorgt für die Effizienz der Sammlung und Behandlung der Altmatratzen, insbesondere durch die Information und Sensibilisierung der Sammler und Transporteure und der genehmigten Behandlungszentren.

Der Rücknahmepflichtige, die zugelassene Einrichtung oder die Bewirtschaftungsinstanz informiert die Verbraucher über die Kosten, die sich aus der Sammlung, der Behandlung und dem Recycling der Altmatratzen ergeben, die Art und Weise ihrer Finanzierung sowie die Bewirtschaftungsverfahren dieser Abfälle.

Abschnitt 7 — Anerkennung der Betreiber und Zusammenarbeitsvereinbarungen

Art. 108/19. § 1. Die zugelassene Einrichtung oder Bewirtschaftungsinstanz bestimmt die Anforderungen, denen die Sammler genügen müssen, und legt sie in den Zusammenarbeitsbedingungen fest. Diese Bedingungen geben mindestens Folgendes an:

- 1° die Sammlungs- und Behandlungsmöglichkeiten;
- 2° die Lagerungs- und Transportbedingungen;
- 3° die Pflicht, die Menge der Altmatratzen zu wiegen, mit Ausnahme der Sozialwirtschaftsunternehmen, die diese Information in Einheiten mitteilen können;
- 4° die Berichterstattungspflichten.

§ 2. Die Zusammenarbeitsbedingungen sind in einer Zusammenarbeitsvereinbarung aufgenommen. Die zugelassene Einrichtung oder Bewirtschaftungsinstanz legt diese Vereinbarung sowie jede Änderung derselben der Verwaltung zur vorherigen Genehmigung vor.

Art. 108/20. § 1. Die zugelassene Einrichtung oder Bewirtschaftungsinstanz bestimmt die Anforderungen, denen die Zerleger genügen müssen, und legt sie in den Zusammenarbeitsbedingungen fest. Diese Bedingungen bestimmen unter anderem:

- 1° die Sammlungs- und Behandlungsmöglichkeiten;
- 2° die Lagerungs- und Transportbedingungen;
- 3° die Pflicht, die Menge der Altmatratzen und die Menge der am Ende der Behandlung erzeugten Stoffe zu wiegen, mit Ausnahme der Sozialwirtschaftsunternehmen, die diese Information in Einheiten mitteilen können;
- 4° die Berichterstattungspflichten;
- 5° die Mindestanforderungen in Sachen Lagerungs- und Zerlegungskapazitäten;
- 6° die Leistung in Sachen Zerlegung;
- 7° die Garantie, die Recyclingszielsetzungen zu erreichen;
- 8° die Liste der Empfänger der sich aus der Behandlung ergebenden Stoffe, ihre Behandlungsmethode, ihre Kapazitäten und die Beschreibung des Endprodukts;
- 9° die wirtschaftlichen und finanziellen Mittel des Zerlegers;
- 10° die technische und berufliche Kompetenz des Zerlegers.

§ 2. Die Zusammenarbeitsbedingungen sind in einer Zusammenarbeitsvereinbarung aufgenommen. Die zugelassene Einrichtung oder Bewirtschaftungsinstanz legt diese Vereinbarung sowie jede Änderung derselben der Verwaltung zur vorherigen Genehmigung vor.“.

Art. 4 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Juli 2021

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/203653]

8 JULI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een terugnameplicht voor afgedankte matrassen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, artikel 8bis, § 1 en 2, ingevoegd bij het decreet van 20 december 2001, gewijzigd bij de decreten van 22 maart 2007, 10 mei 2012, 21 december 2016, 16 februari 2017 en 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de Diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het rapport van 24 juni 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 68.823/4 van de Raad van State, gegeven op 17 maart 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Leefmilieu", gegeven op 4 september 2020;

Gelet op richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 betreffende de afvalstoffen en tot opheffing van sommige richtlijnen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus;

Overwegende dat het noodzakelijk is de sectoren die aan de oorsprong van de productie van matrassen liggen, verantwoordelijk te maken en de verantwoordelijkheid van de producenten af te stemmen op de bevoegdheid en de taak van de publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor het beheer van de huishoudelijke afvalstoffen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, wordt aangevuld met de punten 52° tot 54°, luidend als volgt :

52° matrassen : alle producten die bestemd zijn om op te slapen en te rusten, bestaande uit een sterke hoes, gevuld met basismaterialen, en die kunnen worden geplaatst op een bestaande ondersteunende bedstructuur, alsmede dekmatrassen die op matrassen worden geplaatst;

53° dekmatras : dun beddengoed (maximaal 10 centimeter) dat op een matras wordt gelegd;

54° afgedankte matras : elke matras waarvan de houder zich ontdoet of zich wil of moet ontdoen.”.

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt artikel 2, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019, aangevuld met een streepje, luidend als volgt:

“- de afgedankte matrassen.”.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk X/1 ingevoegd, bestaande uit zeven afdelingen en de artikelen 108/4 tot en met 108/20, die als volgt luiden :

“HOOFDSTUK X/1. — Afgedankte matrassen

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 108/4. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° professionele houder: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die zich in het kader van zijn beroepsactiviteit ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of verplicht is zich te ontdoen van gebruikte matrassen;

2° gehomologeerde operator : operatormarktdeelnemer die een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten met een erkend orgaan of een beheersorgaan;

3° erkende sociale economiebedrijf: sociale economiebedrijf met een erkenning verleend door het Gewest krachtens het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een sociaal oogmerk die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik.

Art. 108/5. De terugnameplicht geldt voor afgedankte matrassen die worden teruggenomen onder afvalcode 20 03 07 Grofvuil.

Afdeling 2. — Preventie

Art. 108/6. § 1. De terugnameplichtige of het erkende orgaan of beheersorgaan stelt preventieve maatregelen vast en voert deze uit, die erop gericht zijn de hoeveelheden afval te verminderen en de recycling van gebruikte matrassen te vergemakkelijken, met name door middel van het beginsel van milieumodulatie, teneinde matrasproducenten aan te moedigen alternatieven te zoeken voor de assemblage en samenstelling van matrassen, met het oog op het in de handel brengen van matrassen die gemakkelijker te demonteren en te recycleren zijn.

De terugnameplichtige of het erkende orgaan of het beheersorgaan wijst de gezinnen en de beroepsgebruikers op de mogelijkheden om dergelijke matrassen te kopen en op de voordelen die ermee verbonden zijn.

§ 3. Het erkende orgaan of het beheersorgaan evalueert jaarlijks haar actie en stelt de Administratie daarvan in kennis overeenkomstig artikel 108/17, 8°.

Afdeling 3 — Gescheiden inzameling van afgedankte matrassen

Art. 108/7. § 1. De terugnameplichtige of het erkende orgaan of beheersorgaan neemt afgedankte matrassen van huishoudens gratis terug en laat deze op eigen kosten verwerken in een daartoe vergunde inrichting, indien zij door de publiekrechtelijke rechtspersonen die in de gemeenten belast zijn met de inzameling van huishoudelijk afval, via recyclageparken of huis-aan-huisophaling worden ingezameld.

§ 2. Wanneer afgedankte matrassen die afkomstig zijn van huishoudens en selectief worden ingezameld via het openbare infrastructuurnet, worden beheerd in regie of in het kader van een overheidsopdrachten die worden gegund door publiekrechtelijke rechtspersonen die verantwoordelijk zijn voor het beheer van huishoudelijk afval, vergoedt de terugnameplichtige of het erkende orgaan of beheersorgaan de reële en volledige kosten van het afvalbeheer die voortvloeien uit de genoemde opdracht, met inbegrip van de administratieve beheerskosten, naar rato van de hoeveelheden matrassen die in de handel worden gebracht.

Daartoe sluit de terugnameplichtige of het erkende orgaan of beheersorgaan binnen drie maanden na de inwerkingtreding van het besluit een standaardcontract met de voornoemde publiekrechtelijke rechtspersonen. Het standaardcontract regelt ten minste de volgende punten:

1° de praktische inzamelmodaliteiten die gezondheidsrisico's vermijden en de gezondheid en veiligheid van de werknemers waarborgen;

2° de bepalingen betreffende het vervoer, de groepering en de behandeling van afgedankte matrassen, ongeacht of deze verrichtingen in regie dan wel in het kader van een overheidsopdracht worden uitgevoerd;

3° de betalingsmodaliteiten van de publiekrechtelijke rechtspersonen;

4° de organisatorische en compensatieregelingen voor proefprojecten;

5° de informatie van publiekrechtelijke rechtspersonen betreffende de nationale communicatie en de terbeschikkingstelling door het erkende orgaan of beheersorgaan van een budget voor lokale communicatie aan de gezinnen.

Art. 108/8. Tot en met 31 december 2022 mogen publiekrechtelijke rechtspersonen die belast zijn met de inzameling van huishoudelijk afval, afgedankte matrassen verzamelen in de containers voor grofvuil.

Uiterlijk vanaf 1 januari 2023 organiseren publiekrechtelijke rechtspersonen de gescheiden inzameling van afgedankte matrassen in geschikte containers of andere geschikte middelen om ze tegen weersinvloeden te beschermen en gezondheidsrisico's te voorkomen. Selectieve inzameling moet ook de gezondheid van de werknemers waarborgen. Matrassen moeten worden verzameld, opgeslagen en vervoerd op een droge plaats.

Bij wijze van overgangsmaatregel zal tot 31 december 2022 financiering voor energieterugwinning worden verstrekt.

Na deze termijn kunnen matrassen in een staat die niet voldoet aan de technische eisen van de recyclagekanalen echter nog steeds worden ingezameld in de containers voor grofvuil.

Art. 108/9. De detailhandelaar kan vrijwillig kosteloos afgedankte matrassen terugnemen die door huishoudens bij de aankoop van nieuwe matrassen worden ingeleverd.

Art. 108/10. § 1. Het erkende sociale economiebedrijf mag op vrijwillige basis gratis en op eigen kosten bij huishoudens ingezamelde afgedankte matrassen terugnemen.

§ 1. Het erkende orgaan of het beheersorgaan sluit met de erkende sociale economiebedrijven een overeenkomst betreffende de bij de huishoudens ingezamelde matrassen waarin ten minste de volgende punten worden geregeld:

1° de financiële vergoeding die het erkende orgaan of beheersorgaan per teruggenomen matras toekent en waarvan het bedrag minstens gelijk is aan dat van de voormelde aan de kleinhandelaars toegekende vergoeding;

2° de organisatie en financiering van een jaarlijkse informatiecampaagne gericht op de verschillende doelgroepen (particulieren, handelaars, professionelen) ten voordele van het hergebruik van matrassen via erkende sociale economiebedrijven;

3° de organisatie van een jaarlijkse vergadering om de genomen maatregelen ter voorbereiding van het hergebruik te evalueren, te coördineren en aan te passen;

4° de organisatie en financiering, ten laste van het erkende orgaan of beheersorgaan, van het jaarlijks prestatierapport van de erkende sociale economiebedrijven;

5° het ter beschikking stellen, op kosten van het erkende orgaan of beheersorgaan, voor alle afgiftepunten van erkende sociale economiebedrijven, van een container die nodig is voor de opslag van niet-herbruikbare matrassen vóór de afvoer door een geregistreerde vervoerder.

Art. 108/11. De inzameling van afgedankte matrassen uit beroepsactiviteiten, geschiedt door afgifte aan een geregistreerde inzamelaar, een vergunde hergroeperingsinstallatie of een vergund verwerkingsbedrijf. Daartoe ontwikkelt de terugnameplichtige of het erkende orgaan of beheersorgaan stimulansen. De houder van de afgedankte matras mag zelf de geregistreerde inzamelaar kiezen, op voorwaarde dat deze is erkend door het erkende orgaan of beheersorgaan. Het erkende orgaan of beheersorgaan stimuleert de bovenbedoelde inzameling door middel van een forfaitaire betaling.

Art. 108/12. Voor de inzameling van afgedankte matrassen haalt de terugnameplichtige of het erkende orgaan of beheersorgaan een minimum totaal selectief inzamelingspercentage van :

1° dertig procent op 1 januari 2021;

2° vijftig procent op 1 januari 2023;

3° vijfenzeftig procent op 1 januari 2025;

4° tachtig procent op 1 januari 2030.

Art 108/13. De in Verordening (EG) nr. 1013/2006 van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen genoemde afvalproducent, inzamelaar, afvalstoffenhandelaar of -makelaar of kennisgever die gebruikte matrassen verzamelt, verwerkt of aan een derde ter verwerking aanbiedt, moet voldoen aan de in artikel 108/15 vastgestelde streefcijfers voor hergebruik en recyclage.

Afdeling 4. — Verwerking van afgedankte matrassen

Art. 108/14. Selectief ingezamelde afgedankte matrassen worden verwerkt volgens de beste beschikbare technieken.

Vanaf 1 januari 2023 zorgt de terugnameplichtige of het erkende orgaan of het beheersorgaan ervoor dat afgedankte matrassen, ook tijdelijk, worden opgeslagen in containers of andere geschikte middelen die tegen weersinvloeden beschermd zijn. De verwerking vindt plaats op locaties met ondoordringbare oppervlakken en een weerbestendige afdekking.

Art. 108/15. § 1. Voor de verwerking van afgedankte matrassen worden de volgende minimumpercentages voor hergebruik en recyclage bereikt voor de ingezamelde hoeveelheden:

- 1° dertig procent op 1 januari 2021;
- 1° dertig procent op 1 januari 2023;
- 3° vijftig procent op 1 januari 2025;
- 4° 75 procent op 1 januari 2030.

De ingezamelde afgedankte matrassen die niet worden hergebruikt of gerecycleerd, worden gerecupereerd voor energiedoeleinden.

§ 2. Bovendien zijn de indicatieve doelstellingen voor hergebruik door erkende sociale economiebedrijven, voor het hele grondgebied van het Waalse Gewest, :

- 1° 1000 matrassen op 1 januari 2021;
- 2° 1500 matrassen op 1 januari 2023;
- 3° 2000 matrassen op 1 januari 2025;
- 1° 3000 matrassen op 1 januari 2030.

Art. 108/16. Afgedankte matrassen die door de detailhandel zijn teruggenomen of ingezameld, worden naar de door het erkende orgaan of beheersorgaan erkende en toegelaten verwerkingsinstallaties geleid, teneinde de in artikel 108/15, lid 1, bedoelde streefcijfers voor hergebruik en recyclage te halen.

Afdeling 5. — Rapportage

Art. 108/17. Uiterlijk op 1 juli van elk jaar verstrekt de terugnameplichtige of het erkende orgaan of beheersorgaan de administratie de volgende gegevens over het voorgaande jaar:

1° de totale hoeveelheid, uitgedrukt in kilogram en eenheden, van de in de handel gebrachte matrassen;

2° de totale hoeveelheid, uitgedrukt in kilogrammen, van gebruikte matrassen die in het Waals Gewest werden ingezameld, per inzamelingskanaal;

de installaties waarin de ingezamelde afgedankte matrassen zijn verwerkt en de omschrijving van de wijze waarop zij verwerkt worden;

4° de totale hoeveelheid gebruikte matrassen, uitgedrukt in kilogrammen, die :

- a) zijn voorbereid voor hergebruik;
- b) zijn gerecycleerd;
- c) zijn teruggewonnen uit energie;

5° de totale hoeveelheid materiaal, uitgedrukt in kilogrammen, afkomstig van de verwerking van afgedankte matrassen, die :

- a) zijn hergebruikt;
- b) zijn gerecycleerd;
- c) zijn teruggewonnen uit energie;
- d) zijn verwijderd;

6° de nodige gegevens voor de beoordeling van de preventieacties en de berekening van de resultatenindicatoren;

7° het bedrag van de door de producent aan het erkende orgaan of beheersorgaan betaalde bijdragen, met de berekeningswijze, en de lijst van de leden van dat orgaan;

8° de lijst van studies, proefprojecten en andere initiatieven die op het gebied van preventie zijn genomen, alsmede de lijst van begunstigden en bedragen.

Afdeling 6. — Voorlichting, sensibilisering en communicatie

Art. 108/18. Uiterlijk vanaf 1 januari 2023 informeert de terugnameplichtige of het erkende orgaan of het beheersorgaan, met name door middel van voorlichtingscampagnes, huishoudelijke consumenten en professionele houders ten minste over de voor hen beschikbare inzamelings- en recyclagesystemen en over de rol die zij moeten spelen bij de inzameling en recyclage.

De terugnameplichtige of het erkende orgaan of het beheersorgaan ziet toe op de doeltreffendheid van de inzameling en de verwerking van afgedankte matrassen, met name door de inzamelaars en vervoerders en de vergunde verwerkingscentra te informeren en bewust te maken van de problematiek.

De terugnameplichtige of het erkende orgaan of het beheersorgaan licht de consument in over de kosten die de inzameling, verwerking en recyclage van gebruikte matrassen met zich meebrengen, over de wijze waarop deze worden gefinancierd en over de wijze waarop dit afval wordt beheerd.”.

Afdeling 7. — Homologatie van de operatoren en samenwerkingsovereenkomsten

Art. 108/19. § 1. Het erkende orgaan of het beheersorgaan stelt de eisen vast waaraan de inzamelaars moeten voldoen en legt deze eisen vast in de voorwaarden voor samenwerking. In deze voorwaarden moet ten minste worden vermeld :

- 1° de mogelijkheden van inzameling en behandeling;
- 2° voorwaarden voor opslag en vervoer;

3° de verplijting om de hoeveelheid gebruikte matrassen te wegen, behalve voor de sociale economiebedrijven die informatie per eenheid mogen verstrekken;

4° rapportageverplichtingen.

§ 2. De voorwaarden van de samenwerking worden geregeld in een samenwerkingsovereenkomst. Het erkende orgaan of het erkende beheersorgaan legt deze overeenkomst, alsmede alle wijzigingen daarvan, vooraf ter goedkeuring voor aan de Administratie.

Art. 108/20. § 1. Het erkende orgaan of het beheersorgaan stelt de eisen vast waaraan de ontmantelaars moeten voldoen en legt deze eisen vast in de voorwaarden voor samenwerking. Deze voorwaarden specificeren onder andere:

1° de mogelijkheden van inzameling en behandeling;

2° voorwaarden voor opslag en vervoer;

3° de verplijting om de hoeveelheid gebruikte matrassen en de hoeveelheid na verwerking geproduceerd materiaal te wegen, behalve voor de sociale economiebedrijven die informatie per eenheid mogen verstrekken;

4° rapportageverplichtingen.

5° de minimumeisen voor opslagcapaciteit en ontmanteling;

6° ontmantelingsprestaties;

7° de garantie dat de recyclagedoelstellingen worden gehaald;

8° de lijst van de ontvangers van de materialen die het resultaat zijn van de verwerking, hun verwerkingsmethode, hun capaciteit en de beschrijving van het eindproduct;

9° de economische en financiële middelen van de ontmantelaar;

10° de technische en beroepsbekwaamheid van de ontmantelaar.

§ 2. De voorwaarden van de samenwerking worden geregeld in een samenwerkingsovereenkomst. Het erkende orgaan of het erkende beheersorgaan legt deze overeenkomst, alsmede alle wijzigingen daarvan, vooraf ter goedkeuring voor aan de Administratie.”.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 juli 2021.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21591]

19 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon dérogeant à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public dans le cadre du relogement des ménages sinistrés suite aux inondations du mois de juillet 2021

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, article 94;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence motivée par la nécessité de reloger rapidement les ménages sinistrés par les inondations du mois de juillet 2021;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Par dérogation aux règles d'attribution des logements publics fixées aux articles 1^{er} et suivants de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, les sociétés de logement de service public attribuent des logements aux ménages qui ont dû être évacués de leur logement en raison des inondations intervenues entre le 14 juillet et les jours suivants selon les principes suivants :

1° tout logement vacant entre le jour de l'adoption du présent arrêté et le 30 septembre 2021 est attribué prioritairement par les sociétés de logement de service public à des ménages qui ont dû être évacués en raison des inondations, selon l'ordre de priorité suivante :

a. aux locataires d'un logement attribué sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public se situant sur le territoire de la société de logement de service public ou sur le territoire d'une société de logement de service publics voisine.

Les locataires d'un logement d'utilité publique disposant d'un bail, même oral, en vertu d'une disposition réglementaire antérieure à l'arrêté du Gouvernement du 6 septembre 2007 sont assimilés aux locataires visés à l'alinéa précédent;

b. aux ménages dont le logement évacué n'est pas un logement d'utilité publique attribué sur base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement, dont les revenus imposables globalement relèvent des catégories 1 à 3 telles que définies par l'article 1, 29°, du Code wallon de l'Habitation durable et dont le logement évacué se situe sur le territoire de la société de logement de service public ou sur le territoire d'une Société de logement de service public voisine ;